



**PRÉFECTURE DES ALPES-MARITIMES**

**SECRETARIAT GENERAL AUX  
ARRAIRES DEPARTEMENTALES**  
*Bureau de l'urbanisme et de l'environnement*  
ENV/Robertet émissions COV

*installation classée pour  
la protection de l'environnement*

*Société ROBERTET à Grasse  
arrêté complémentaire - maîtrise des émissions de COV -*

le préfet des Alpes-Maritimes  
officier de la Légion d'honneur  
officier de l'Ordre national du Mérite

**n° 13069**

- VU** le code de l'environnement, livre V, titre I, notamment son article R. 512-31 ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 12387 du 10 septembre 2003 modifié par l'arrêté n° 12869 du 10 mars 2006, autorisant la société ROBERTET à exploiter, 37, avenue Sidi Brahim à Grasse, une unité de fabrication de produits aromatiques de synthèse, d'extraction de composés aromatiques à partir de matières premières et de mélange de matières pour l'industrie aromatique et la parfumerie ;
- VU** l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- VU** le courrier en date du 21 octobre 2005 par lequel la société ROBERTET s'engage à mettre en place un schéma de maîtrise des émissions de composés organiques volatils (COV) conformément à l'article 27-7 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié susvisé ;
- VU** le rapport de l'inspecteur des installations classées en date du 22 octobre 2007;
- VU** l'avis émis par la commission départementale de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques en sa séance du 1<sup>er</sup> février 2008;
- SUR** proposition du secrétaire général de la préfecture des Alpes-Maritimes,

## ARRETE

### **ARTICLE 1<sup>er</sup> :**

l'arrêté préfectoral n° 12387 du 10 septembre 2003 modifié par l'arrêté n° 12869 du 10 mars 2006, autorisant la société ROBERTET à exploiter, 37, avenue Sidi Brahim à GRASSE un établissement spécialisé dans la fabrication de produits de la parfumerie, est complété par les prescriptions suivantes:

### **"Article 1.3.3. Rejet en composés organiques volatils (COV)"**

#### **Article 1.3.3.1. Schéma de maîtrise des émissions**

L'exploitant met en œuvre un schéma de maîtrise des émissions (SME) des composés organiques volatils (COV) établi selon les recommandations du guide de rédaction du SME/COV du secteur de l'industrie aromatique.

Un tel schéma garantit que le flux total d'émissions de COV de l'installation ne dépasse pas le flux qui serait atteint par une application stricte des valeurs limites d'émissions canalisées et diffuses définies dans l'arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.

L'émission annuelle cible est fixée à 5 % de la quantité de solvants utilisée dans l'année en cours.

#### **Article 1.3.3.2. Auto surveillance des émissions par bilan**

L'exploitant met en place un **plan de gestion des solvants**, mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de l'établissement, selon le guide de rédaction du schéma de maîtrise des émissions de composés organiques volatils "Secteur de l'industrie aromatique".

L'exploitant transmet **annuellement** ce plan à l'inspection des installations classées et l'informe de ses actions visant à réduire leur consommation. Le bilan de l'année N-1 est établi et transmis à l'inspection des installations classées avant le 30 avril de l'année N.

#### **Article 1.3.3.3. Surveillance des émissions de COV**

L'inspection des installations classées peut demander à tout moment, aux frais de l'exploitant, la réalisation de prélèvements et d'analyses, y compris en déclenchant un contrôle inopiné.

Une copie des résultats de ces analyses est adressée à l'inspection des installations classées dès leur réception.

### **ARTICLE 2 :**

Les dispositions du présent arrêté sont applicables dès sa notification à l'exploitant.

### **ARTICLE 3 : Délai et voie de recours**

La présente décision peut être déférée devant le Tribunal administratif de Nice :

- par le demandeur ou l'exploitant, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où la présente décision lui a été notifiée ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement, dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité de l'installation.

### **ARTICLE 4 : information des tiers**

- Une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de Grasse ;
- Un extrait dudit arrêté sera affiché à la mairie de Grasse pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité étant dressé par les soins du maire ;
- Le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation ;
- Un avis sera inséré, par les soins du préfet et au frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département.

### **ARTICLE 5 :**

Le Secrétaire Général de la préfecture des Alpes Maritimes est chargé de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée :

- au Sous-Préfet de Grasse,
- au Maire de Grasse,
- à la société ROBERTET,
- au Directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
- à la Directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
- au Directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle,
- au Directeur départemental de l'équipement,
- au Directeur départemental des services d'incendie et de secours,
- au Directeur de la défense et de la sécurité,
- au Directeur régional de l'environnement,
- au Chef du groupe de subdivisions des Alpes-Maritimes de la DRIRE, inspecteur des installations classées.

Fait à Nice, le

**11 MAR 2008**

Pour le Préfet,  
**Le Secrétaire Général**  
DACI-B 2400

**Benoît BROCARD**